

A_2022_44

ARRETE DE NOMINATION D'UN STAGIAIRE A TEMPS COMPLET DANS L'ATTENTE DE LA REPRISE DES SERVICES

Le Maire de la Commune d'Aussac-Vadalle,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.327-1 à L.327-9,

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques,

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération en date du 09 janvier 2007, créant un emploi d'agent des services techniques à temps complet,

Vu la déclaration de vacance d'emploi effectuée auprès du Centre de Gestion et enregistrée sous le numéro V 016220900778098001, par arrêté n° 01620220915284 en date du 15 octobre 2022,

Vu le certificat médical attestant l'aptitude physique à l'emploi en date du 07 avril 2022,

Considérant que M. CREPEAU Rémi a satisfait aux conditions de recrutement fixées par le décret susvisé ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

M. CREPEAU Rémi, né le 06 septembre 1990 à Valmiera (Lettonie), est nommé Adjoint technique territorial stagiaire à compter du 01 novembre 2022, à temps complet pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 :

Dans l'attente de la prise en compte des services antérieurs, l'intéressé est classé au 1^{er} échelon de l'échelle C1, Indice Brut 367, Indice Majoré 343.

ARTICLE 3 :

M. CREPEAU Rémi est soumis au régime spécial de la Sécurité Sociale et est affilié à la CNRACL

ARTICLE 4 :

Avant le terme normal, il peut être mis fin au stage de M. CREPEAU Rémi :

- en cas d'insuffisance professionnelle, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dès lors que la moitié du stage sera accomplie,
- en cas de faute disciplinaire, après avis du Conseil de Discipline.

Dans les deux cas, la fin de stage a lieu sans préavis ni indemnité de licenciement et après communication du dossier à l'agent.

ARTICLE 5 :

La secrétaire de mairie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'Etat et notifié à l'agent.

AR Prefecture

016-211600242-20221027-A_2022_44-AR
Reçu le 27/10/2022

Ampliation adressée :

- au Président du Centre de Gestion de la Charente
- au Comptable de la collectivité
- au C.N.F.P.T.

Fait à Aussac-Vadalle,

Le 24 octobre 2022

Le Maire
Gérard LIOT



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérécurse citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Notifié le 27/10/22

Signature de l'agent :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script.